

CHANGER DE VITESSE :

Le secteur privé comme moteur de la croissance dans
la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Roberta Gatti, Harun Onder, Asif M. Islam, Jesica Torres, Gianluca Mele, Federico Bennett,
Sumin Chun, Rana Lotfi, Ilias Suvanov



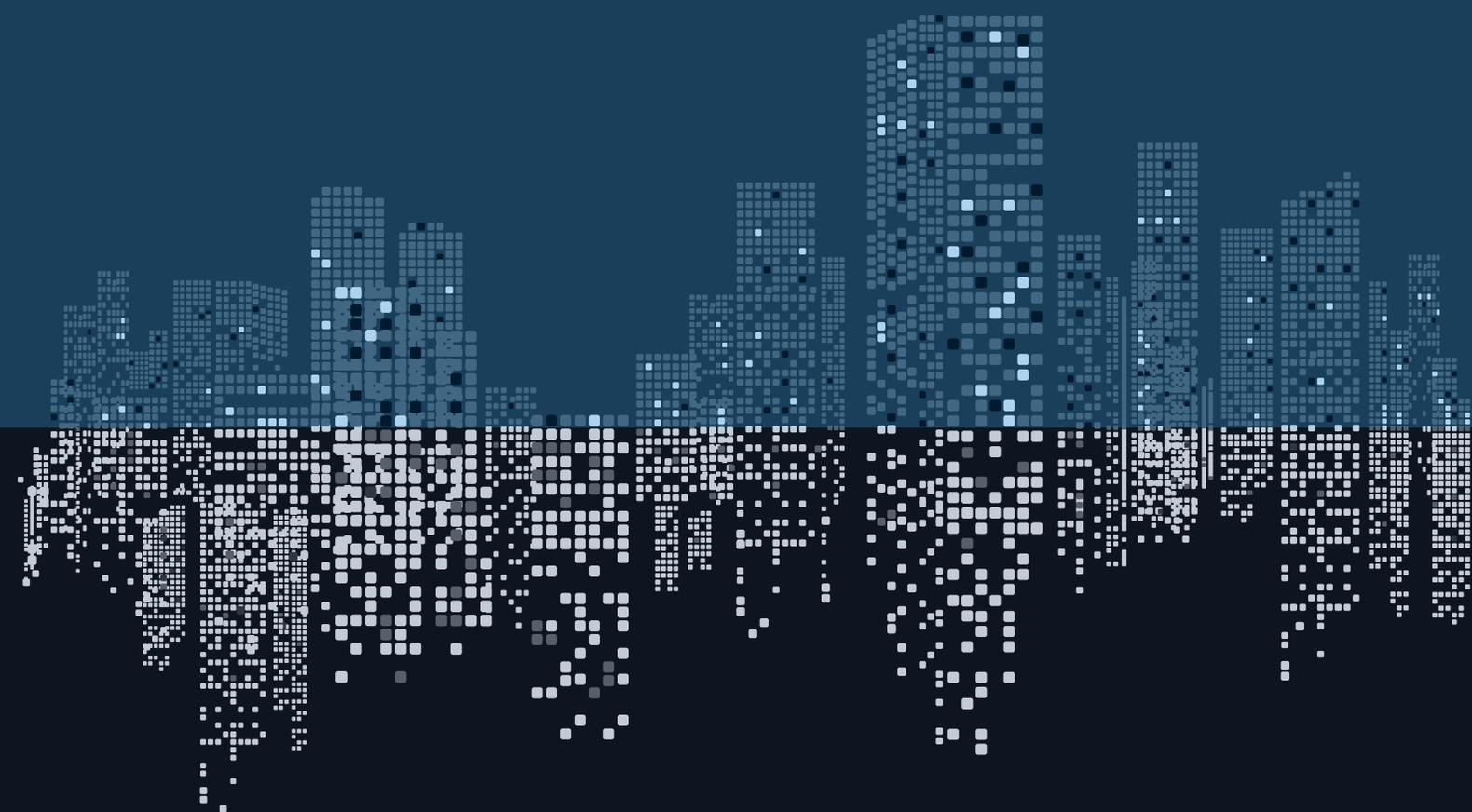
CHANGER DE VITESSE :

Le secteur privé comme moteur de la croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord



CHANGER DE VITESSE :

Le secteur privé comme moteur de la croissance dans
la région Moyen-Orient et Afrique du Nord



INTRODUCTION ET ABRÉGÉ DES CONSTATATIONS

L'économie mondiale est confrontée à une très grande incertitude qui assombrit les prévisions économiques. La croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a été modeste à 1,9 % en 2024 et, selon les prévisions du 8 avril 2025, elle devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 2,6 % en 2025 et 3,7 % en 2026. Ces projections sont toutefois teintées d'incertitude, compte tenu des effets potentiels de l'évolution des dynamiques commerciales sur la croissance mondiale, l'inflation et les marchés du pétrole. Les conflits ont fait reculer le développement dans l'ensemble de la région et les conséquences resteront visibles longtemps, accentuant une croissance chroniquement faible. Avec une consommation par habitant qui ne représente que 19 % du niveau de référence, la région est loin de la norme en matière de qualité de vie. La faible productivité globale des facteurs explique entre un tiers et la moitié de cet écart. Un secteur privé dynamique s'avère primordial pour combler l'écart constaté.

Les entreprises peuvent alimenter la croissance, créer des emplois, améliorer les moyens de subsistance et servir de moteur à l'innovation dans l'économie. Mais le secteur privé n'est pas dynamique dans la région MENA. La croissance de la productivité du travail est nettement en baisse dans la région. Peu d'entreprises investissent et innovent. Les marchés enregistrent peu d'entrées et peu de sorties. En outre, un fossé persiste entre un secteur privé formel étriqué et un vaste secteur informel. Malgré une scolarisation accrue, les taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire avoisinant les 70 % en moyenne, la région a longtemps sous-utilisé le capital humain. Les femmes sont pour l'essentiel exclues du marché du travail. Au regard de ces défis, le secteur privé de la région MENA est mal préparé à faire face à des chocs tels que les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes, même si certains éléments semblent indiquer que les entreprises de la région s'adaptent face à l'adversité.

Pour stimuler la performance du secteur privé, les États de la région devront probablement redéfinir leur rôle. Le fait d'encourager la concurrence sur les marchés, d'uniformiser les règles du jeu pour les entreprises privées et les sociétés d'État et de faciliter la mise en place d'un environnement favorable aux entreprises pourrait contribuer grandement à libérer le potentiel de croissance de la région. Le libre accès aux données et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pourraient éclairer la voie à suivre, y compris l'évaluation constante de la politique industrielle, un sujet qui retient l'attention des responsables de l'action publique et des économistes du monde entier. Les entreprises peuvent elles-mêmes renforcer leurs capacités en améliorant leurs pratiques de gestion. Parallèlement, la mobilisation des talents inexploités des femmes, entrepreneures ou employées, pourrait stimuler la croissance.

Perspectives de croissance régionale en période d'incertitude

En 2024, la croissance du PIB réel dans la région MENA a été modeste à 1,9 % en moyenne, soit à peu près le même taux qu'en 2023. Ces chiffres globaux masquent des différences au sein de la région. La croissance dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) est passée de 0,4 % en 2023 à 1,9 % en 2024. Les cours du pétrole et la production de l'or noir ont fortement baissé en 2023, ce qui s'est soldé par une quasi-stagnation de la croissance, tandis que la légère expansion de 2024 a été tirée par le secteur non pétrolier en Arabie saoudite comme aux Émirats arabes unis.

L'embellie dans les pays du Conseil de coopération du Golfe a été atténuée par le ralentissement enregistré dans le reste de la région. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, la croissance a fortement ralenti, son taux passant de 3,2 % en 2023 à 1,9 % en 2024, principalement à cause d'une croissance plus faible en République arabe

d'Égypte qui s'explique par la mauvaise performance du secteur manufacturier, par des restrictions d'importations et par une réduction du trafic sur le canal de Suez. La décélération était encore plus accentuée dans les pays en développement exportateurs de pétrole, où elle est passée de 3,6 % en 2023 à 1,9 % en 2024, une situation en grande partie imputable à la République islamique d'Iran avec la stagnation de la production pétrolière.

Depuis le 8 avril, les prévisions indiquent que la croissance du PIB régional devrait atteindre en moyenne 2,6 % en 2025 et 3,7 % en 2026. Les pays exportateurs de pétrole de la région devraient bénéficier d'une augmentation progressive de la production pétrolière, tandis que les importateurs de pétrole pourraient profiter d'une forte consommation privée et d'un ralentissement de l'inflation. Ces prévisions sont toutefois entourées d'incertitude. Des politiques mondiales incertaines, la faiblesse de la demande mondiale, la volatilité des marchés pétroliers et la fragilité font peser des risques sur la reprise de l'activité économique attendue dans la région. La baisse de la demande mondiale pourrait réduire les recettes d'exportation de pétrole, ajoutant aux pressions sur les comptes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole. Les pays importateurs de pétrole pourraient tirer avantage de la baisse des prix du pétrole. Cependant, la baisse des envois de fonds, conjuguée à la détérioration de la confiance des consommateurs et des investisseurs, peut entraîner des sorties de capitaux, mettant ainsi à rude épreuve leurs soldes extérieurs. L'évolution de l'incertitude entourant les politiques commerciales mondiales déterminera dans une mesure importante la matérialisation ou non des prévisions.

L'aggravation de l'incertitude autour des politiques commerciales peut avoir des répercussions réelles. Elle pourrait influencer négativement les décisions du secteur privé, en particulier en ce qui concerne les investissements, l'entrée et la sortie des marchés, et la productivité. La vulnérabilité aux chocs commerciaux dépend de plusieurs facteurs. Les pays dont les exportations pétrolières sont importantes sont plus vulnérables à l'évolution des marchés pétroliers mondiaux, à la fois en raison de l'impact des chocs commerciaux sur la demande mondiale et des ajustements de l'offre. Les économies les plus intégrées aux marchés internationaux sont probablement plus vulnérables aux chocs commerciaux – même si la libéralisation et l'intégration des échanges sont généralement associées à une croissance à long terme plus forte, bien qu'ayant des effets redistributifs. La vulnérabilité aux chocs commerciaux peut aussi être plus grande lorsque les exportations sont concentrées sur quelques produits ou quelques partenaires commerciaux, le manque de diversification limitant la capacité de l'économie à absorber les chocs spécifiques à un secteur ou à un pays. L'évolution de la dynamique du commerce mondial n'aura probablement pas d'effets directs importants sur plusieurs économies de la région MENA, compte tenu des schémas commerciaux actuels. Toutefois, les effets indirects de la conjoncture mondiale, notamment les prix du pétrole, posent des risques de dégradation importants. Les répercussions de l'évolution de la dynamique des échanges pourraient ralentir la consommation. L'évolution de l'incertitude dépendra des réponses stratégiques globales des autres partenaires commerciaux de la région MENA. À plus long terme, les chocs commerciaux subis par d'autres pays pourraient également toucher indirectement la région MENA par le biais de la réorientation commerciale. Ces effets seront négatifs ou positifs en fonction du contexte. Dans un environnement mondial incertain, plusieurs économies de la région MENA continuent de se heurter aux défis que posent les conflits et la fragilité.

La paix et la reprise demeurent précaires

Les conflits ont entravé le progrès économique dans la région MENA. Les pertes en vies humaines et les perturbations sociétales sont incommensurables, et les répercussions ont tendance à perdurer. Aucun pays de la région touché par la guerre ne s'est complètement remis des ravages causés à l'économie ces dernières décennies.

Les pertes économiques provoquées par le récent conflit dont Gaza est l'épicentre sont énormes. En 2024, le PIB réel dans les territoires palestiniens a baissé de 27 % en moyenne : de 83 % à Gaza et de 17 % en Cisjordanie. Le rôle économique

de la bande de Gaza dans l'économie de la Palestine a été très fortement réduit, la part de Gaza passant de 17 % avant le conflit à 3,3 % à la fin de 2024, alors même qu'environ 40 % de la population des territoires palestiniens vit à Gaza. En décembre 2024, la pauvreté était quasi générale à Gaza. Le taux de pauvreté en Cisjordanie est de 28,5 %. En février, lors d'une évaluation rapide provisoire conjointe des dommages et des besoins, la Banque mondiale, les Nations Unies et l'Union européenne ont estimé que les besoins pour le relèvement et la reconstruction s'élevaient au total à 53 milliards de dollars. Les perspectives économiques pour les Territoires palestiniens restent incertaines.

Au Liban, la formation, au début de l'année 2025, d'un nouveau gouvernement orienté vers les réformes a mis fin à une paralysie politique qui a duré plus de deux ans. En fin 2024, la baisse cumulée du PIB du Liban depuis 2019 avoisinait les 40 %, après cinq années de crises dans le pays. L'évaluation rapide des dommages et des besoins réalisée par la Banque mondiale a révélé que les dégâts matériels atteignaient un montant de 6,8 milliards de dollars, que les pertes économiques s'élevaient à 7,2 milliards de dollars et que les coûts du relèvement et de la reconstruction se chiffraient à 11 milliards de dollars.

En République arabe syrienne, la fin du régime du président Bachar el-Assad en décembre 2024 a donné lieu à une transition politique après plus de 10 ans d'un conflit qui a entraîné le déplacement de plus de la moitié de la population d'avant la guerre. Les données d'imagerie nocturne indiquent un léger déclin de l'activité économique lors de cette transition de pouvoir. Dans ce contexte, le PIB devrait se contracter de 1 % en 2025, après un recul de 1,5 % en 2024. L'extrême pauvreté devrait continuer à augmenter avec la contraction du PIB.

Depuis 2000, le PIB réel par habitant en République du Yémen a chuté de 59 %. La plupart des Yéménites ont sombré dans la pauvreté et le capital humain s'est sérieusement effrité. En 2020, plus de 40 % des habitations, 38 % des établissements de santé et 29 % des infrastructures de transport étaient déjà endommagés, selon l'évaluation rapide des dommages et des besoins réalisée par la Banque mondiale. Environ 63 % des ménages yéménites ont déclaré que leur consommation alimentaire était insuffisante, révèle le Programme alimentaire mondial dans son point sur la sécurité alimentaire (février 2025).

Syndrome de faible croissance chronique dans la région MENA

Les conflits et une croissance économique historiquement atone s'entremêlent dans la région MENA. Depuis 2000, la croissance du PIB par habitant dans la région est inférieure à la médiane, déjà pas très élevée, dans les pays à revenu comparable. Cette faible croissance est imputable en grande partie à la mauvaise performance du secteur privé.

Les entreprises de la région MENA sont informelles, peu productives et mal préparées à surmonter les chocs

La croissance de la productivité du secteur privé déjà faible dans la région MENA recule davantage. Selon les dernières données disponibles tirées des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises axées sur les entreprises formelles, la croissance des ventes par travailleur a diminué en moyenne de 8 %, ce qui est bien pire que dans les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (-0,4 %), les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (0,4 %) et les pays à revenu élevé (2,4 %). Bien qu'elle varie considérablement d'un pays à l'autre, allant de -15 % en Égypte à -1,2 % au Maroc, la croissance des ventes par travailleur reste négative dans l'ensemble de la région. Pour stimuler la productivité, il est essentiel d'investir dans divers facteurs de production et dans l'innovation. Cependant, peu d'entreprises investissent ou innovent. En moyenne, environ 21,7 % des entreprises de la région MENA investissent dans le capital physique,

une proportion bien inférieure à celle de pays à revenu comparable. Environ 14,5 % des entreprises de la région proposent des formations structurées, une forme d'investissement dans le capital humain, ce qui représente moins de la moitié de la moyenne dans les pays à revenu intermédiaire. Des taux d'investissement faibles dans le capital physique et humain vont de pair avec de faibles taux d'innovation dans les produits et les procédés, de même que de faibles dépenses dans la recherche-développement (R-D).

La disponibilité de données au niveau des entreprises sur plusieurs années au Maroc et en Tunisie permet une décomposition détaillée de la productivité, qui met en évidence des dynamiques divergentes. Au Maroc, les entreprises les plus productives ne se développent pas assez pour conquérir une part de marché plus importante. Cependant, l'accroissement de l'efficacité technique moyenne, qui signifie que les entreprises utilisent plus efficacement les facteurs de production, a contribué positivement à la croissance de la productivité du travail. En Tunisie, c'est tout le contraire. Les entreprises plus productives occupent une part plus importante du marché, bien que la faible efficacité technique ait nui à la croissance de la productivité du travail. Ces observations soulignent la nécessité de disposer de données de qualité sur les entreprises pour mieux comprendre le secteur privé.

En outre, deux caractéristiques des économies de la région MENA contribuent probablement à la faible croissance de la productivité, en l'occurrence la segmentation de longue date entre le secteur formel et le secteur informel et l'exclusion des femmes de la population active. Le secteur informel représente environ 10 % à 30 % de la production totale et 40 % à 80 % de l'emploi total. Environ 40 % des entreprises au Liban, 50 % en Jordanie et 83 % au Maroc sont informelles, ce qui justifie la nécessité de comprendre les motivations des choix commerciaux opérés. Pourtant, les données sur les entreprises informelles sont rares. Les enquêtes auprès des entreprises informelles irakiennes et égyptiennes révèlent que celles-ci sont en moyenne moins productives que les entreprises formelles. Toutefois, en Iraq, les entreprises informelles improductives coexistent avec les entreprises productives, celles-ci étant probablement tout aussi compétitives que des entreprises formelles comparables. Les politiques publiques ciblant le secteur informel devraient tenir compte de cette hétérogénéité.

La région a le taux de femmes sur le marché du travail le plus bas au monde (18%), bien loin de la moyenne mondiale (49 % en 2023). Des études indiquent que la réduction des disparités entre les genres en matière d'emploi pourrait augmenter le revenu par habitant de 50 % environ dans un pays typique de la région MENA. De nouvelles données montrent aussi que le fait de promouvoir un nombre plus important de femmes à des fonctions de direction pourrait amener davantage de femmes à intégrer la population active. Dans la région MENA, en moyenne, la proportion des femmes dans les entreprises dirigées par des femmes est presque deux fois plus élevée que dans les entreprises dirigées par des hommes, quel que ce soit le secteur d'activité. Pourtant, les pays de la région MENA comptent moins d'entreprises dirigées par des femmes que les pays à revenu comparable d'autres régions. Même en Arabie saoudite, où des réformes importantes ont augmenté la participation des femmes au marché du travail, seuls 2,95 % des entreprises ont une femme à leur tête, beaucoup moins que la moyenne de 18,7 % dans les pays à revenu élevé.

Du fait d'une croissance et d'une productivité atones, le secteur privé de la région MENA est mal préparé à absorber les chocs. Les conflits ont touché de nombreux pays de la région. Celle-ci est en outre l'une des plus vulnérables à des phénomènes météorologiques extrêmes et à des catastrophes naturelles plus fréquents, qui ont des coûts économiques élevés. Ces chocs perturbent et freinent sérieusement la croissance des entreprises. Cependant, les données existantes montrent un certain degré de résilience et d'adaptation.

Un avenir meilleur pour le secteur privé de la région MENA

Les États et les entreprises peuvent contribuer au développement d'un secteur privé plus dynamique. Les États devraient redéfinir leur rôle et leur engagement auprès des marchés, notamment en encourageant la contestabilité, en améliorant l'environnement des affaires et en utilisant les politiques industrielles avec prudence. Il est essentiel d'investir dans la collecte des données tout en les rendant plus accessibles afin de comprendre la dynamique des entreprises et cibler efficacement les politiques. Les entreprises peuvent renforcer leurs propres capacités par deux voies prometteuses : l'amélioration des pratiques de gestion et l'exploitation de l'entrepreneuriat des femmes.

L'État est omniprésent dans la région MENA. L'emploi dans le secteur public détourne les talents du secteur privé. Les entreprises d'État dominant, en bénéficiant d'avantages considérables, dans des secteurs généralement desservis par des entreprises privées dans d'autres parties du monde. La neutralité concurrentielle pourrait largement contribuer à garantir que les entreprises d'État et les entreprises du secteur privé sont traitées sur un pied d'égalité. Un environnement des affaires défavorable nuit également aux entreprises. Un plus grand nombre d'entreprises de la région MENA citent, pour s'en plaindre, des obstacles tels que l'instabilité politique, la corruption et des procédures onéreuses d'octroi de licences et de permis, comparativement aux entreprises de pays à revenu comparable. L'amélioration du cadre réglementaire, la prestation de services publics plus efficaces et la réduction du coût de la conformité à la réglementation sont susceptibles d'améliorer l'environnement des affaires. En outre, les gouvernements de la région interviennent sur les marchés grâce à la politique industrielle, à l'aide d'instruments tels que les subventions, les exonérations, les restrictions d'exportations ou d'importations, entre autres. Si la politique industrielle gagne du terrain dans le monde entier, elle peut avoir des conséquences inattendues, en particulier si des distorsions existent déjà dans l'économie. Et il n'est guère facile de la mener comme il convient. L'État doit avoir les capacités voulues pour cerner les défaillances du marché auxquelles il faut remédier, mettre en œuvre de façon crédible une politique industrielle et évaluer les résultats afin de rectifier le tir selon qu'il conviendra. La collecte d'informations et l'utilisation de données probantes sont déterminantes pour cette phase. Compte tenu de la longue liste des difficultés rencontrées en matière de politique industrielle, l'idéal serait peut-être de résoudre d'abord les distorsions existantes qui minent l'ensemble de l'économie, au regard surtout de la grande incertitude ambiante de la politique commerciale.

Des données administratives au niveau des entreprises plus disponibles et plus accessibles permettront aussi de dresser un tableau plus complet du secteur privé et de mieux éclairer les interventions des pouvoirs publics. Une grande partie des analyses contenues dans le présent rapport et ailleurs est tirée d'un échantillon limité d'entreprises (essentiellement) formelles ou d'une poignée de pays dans lesquels des données plus complètes sont disponibles. En exposant clairement ce que l'on sait et ce que l'on ignore du secteur privé de la région MENA, le présent rapport entend encourager des initiatives favorisant le libre accès aux données et leur utilisation pour fonder l'élaboration des politiques sur des données probantes.

Parallèlement, les entreprises peuvent renforcer leurs capacités en exploitant les talents. Au niveau de la marge intensive, l'amélioration des pratiques de gestion — qui représenteraient approximativement un tiers de l'écart de productivité globale des facteurs entre les États-Unis et les autres pays — peut ouvrir la voie à encore plus d'innovation et de croissance. Au niveau de la marge extensive, les entreprises peuvent dénicher plus de talents en attirant des femmes à des fonctions de direction, qui à leur tour embaucheront davantage de femmes.

Les entreprises représentent une source majeure de croissance de la productivité, d'innovation et d'emplois dans le monde entier. Mais le secteur privé de la région MENA n'est pas dynamique. À cause d'une croissance de la productivité limitée et de marchés segmentés, les entreprises de la région sont mal préparées à absorber des chocs tels que ceux provoqués par les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes. Un avenir meilleur est cependant à portée de main, à condition que les États redéfinissent leur rôle et que les entreprises de la région exploitent efficacement les talents.

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD BULLETIN D'INFORMATION
ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA AVRIL 2025

CHANGER DE VITESSE :

Le secteur privé comme moteur de la croissance dans
la région Moyen-Orient et Afrique du Nord



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE